

# Médecines traditionnelles

## Le réveil des sorciers

**La médecine traditionnelle, reléguée au rang de pratiques mystiques ou charlatanesques par la médecine occidentale, n'a pas dit son dernier mot. En Afrique comme en Asie, elle s'organise, tente de donner des gages de rigueur et se bat pour une nouvelle reconnaissance.**

**Non pas en opposition mais aux côtés des méthodes thérapeutiques occidentales. Et sous l'œil bienveillant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi qu'avec l'aide d'instances ou d'organismes internationaux dont l'Union européenne.**

*« Depuis près de 10 ans, nous suivons 5 000 familles par an dans notre Centre expérimental des médecines traditionnelles ([Cemetra](#)) à Fatick (Sénégal), explique le Dr Eric Gbodosou, président de l'ONG Promotion des médecines traditionnelles ([Prometra](#) International) basée à Dakar. Nous les traitons uniquement selon les méthodes traditionnelles, c'est-à-dire avec des plantes et un accompagnement spirituel par des guérisseurs. Nous enregistrons autour de 60 % de guérisons et 30 % d'améliorations quantifiables. Dans le domaine du VIH/Sida, par exemple, nous traitons chaque année une vingtaine de malades avec [Metraf aids](#), un médicament composé uniquement de plantes et sous brevet international (WO 02 06 2364, 15 août 2002). Des laboratoires de référence (Institut Pasteur Dakar et LabCorp/Etats-Unis) ont analysé les prélèvements sanguins, notamment pour la numération des CD4 (globules blancs du système immunitaire) et de la charge virale. Les chercheurs ont enregistré des résultats intéressants, en particulier dans l'évolution des signes cliniques, avec des taux élevés d'amélioration et de guérison après 6 mois de traitement. Depuis 10 ans, nous n'avons perdu qu'un seul patient. Nous avons déposé en tout une quinzaine de brevets jusqu'à aujourd'hui (aussi contre le diabète, les dermatoses et les hémorroïdes). Nous recevons des malades du monde entier, dont la France, d'ailleurs. »*

Les résultats du Centre de recherche, situé sur un estuaire de l'Atlantique à 150 km de Dakar, sont quantifiables parce que la démarche est étroitement bordée et surveillée par un comité scientifique et juridique international.

Le centre comprend toute une série d'équipements classiques : un bureau médical moderne dirigé par un médecin, un laboratoire d'analyses biologiques, une unité de radiographie, 5 unités d'hospitalisation d'une capacité de 20 lits chacune et une pharmacie de plantes médicinales.

Mais surtout il accueille 7 unités de soins tenues par des guérisseurs. Les diagnostics et les contrôles postérieurs sont effectués par des médecins formés aux méthodes occidentales mais les traitements sont exclusivement exercés par les guérisseurs et les prêtres traditionnels, les chefs de culte et les devins.

### **Une commission contre le charlatanisme**

Cinq cents de ces praticiens, dont près d'un quart de femmes, sont regroupés au sein de l'association Malango organisée de façon pyramidale du niveau local jusqu'au niveau régional. Chaque bureau a deux commissions spécifiques pour assurer l'autorégulation des pratiques : une commission des pénalités et une commission contre le charlatanisme. Ils s'organisent en rotations pour assurer une couverture régionale dans les différentes unités de santé locales.

La plupart de ces guérisseurs exercent une autre profession, opèrent gratuitement mis à part un dédommagement pour la fourniture des plantes qu'ils utilisent.



Lors de la marche des guérisseurs traditionnels en vue d'une légalisation de leur art, Nairobi, Kenya, septembre 2003.

Le docteur Éric Gbodossou est gynéco-obstétricien et psychiatre, diplômé de la Faculté de médecine et de pharmacie de l'Université de Dakar au Sénégal. Ayant travaillé avec les guérisseurs traditionnels du groupe ethnique Sereer, il s'était ému que leurs connaissances risquaient de disparaître pour toujours. Les aînés, dépositaires de la tradition orale et des savoirs endogènes, disparaissaient et il n'y avait pas assez de jeunes pour maintenir ces pratiques en vie.

Déterminé à préserver et à ressusciter cet ancien art de guérir, le Dr Gbodossou créa Prometra en 1976. Il établit plus tard un centre curatif et de recherches dans la ville de Fatick (le Cemetra). Prometra<sup>1</sup> dispose maintenant de représentations reconnues par les pouvoirs publics dans 17 pays et collabore avec les guérisseurs traditionnels d'Afrique, des États-Unis, du Brésil et des îles Pacifiques.

### **Un programme financé par l'Union européenne**

Éric Gbodossou et son réseau collaborent également avec des chercheurs de la médecine moderne qualifiés venant d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, comme le National Institutes of Health (NIH), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Unicef, le Global Health Council à Washington DC, la Novib en Hollande, le International Medical Exchange en Afrique du Sud et l'Institute of Medical Anthropology de Vienne, en Autriche.

A la fin du mois dernier, Prometra International a lancé un programme d'appui à la promotion de la santé maternelle et infantile doté d'une subvention de 166 000 € de l'Union européenne (UE). Cette subvention est accordée dans le cadre du 9ème Fonds européen de développement (FED) pour soutenir la prévention et la lutte contre les maladies de la mère et de l'enfant, par les tradipraticiens sénégalais.

*« On ne peut mener de bonne politique de santé en Afrique sans recourir aux guérisseurs, indique M. Gbodossou. C'est pourquoi nous avons décidé de les former comme agents IEC (information-éducation-communication) concernant la santé de la mère et de l'enfant, notamment la régulation des naissances, les maladies diarrhéiques et surtout la malnutrition qui cause plus de morts que toutes les autres maladies réunies ! »*

#### **Qu'est-ce que c'est ?**

Selon la définition officielle de l'OMS, la **médecine traditionnelle** « se rapporte aux pratiques, méthodes, savoirs et croyances en matière de santé qui impliquent l'usage à des fins médicales de plantes, de parties d'animaux et de minéraux, de thérapies spirituelles, de techniques et d'exercices manuels – séparément ou en association – pour soigner, diagnostiquer et prévenir les maladies ou préserver la santé ». Les guérisseurs recourant à la médecine traditionnelle sont appelés « tradipraticiens ».

La pérennité du financement des activités du centre, qui seront contrôlées par le FED, pourra être pérennisée en fonction des résultats obtenus.

« La médecine traditionnelle dispose de moyens préventifs, diagnostics et thérapeutiques qui n'ont pas été pris en compte jusqu'ici par le système hospitalo-universitaire, note le président de Prometra, car les référentiels sont différents. Aujourd'hui il n'est plus possible de la traiter par le mépris. La nécessité d'une évaluation de cette médecine et de son impact sur les populations se fait pressante. C'est ce que nous avons mis en œuvre. Bientôt, même, il ne sera plus possible de l'ignorer. Beaucoup de personnes sont échaudées par certains excès d'une médecine, trop chimique, trop technique. Elles aspirent à une médecine globale et plus naturelle comme le sont les médecines traditionnelles. L'opposition entre les deux devrait se réduire et faire place à une collaboration, à condition que les scientifiques admettent que les faits dominent les principes. »

Plusieurs pays africains s'intéressent à ces savoirs ancestraux et tentent de les rendre exploitables aux conditions de la modernité. Au Ghana, la médecine traditionnelle est reconnue officiellement : des accords avec le ministère de la santé vont permettre le remboursement des médicaments. Des salons de guérisseurs se mettent en place annuellement. Des jardins botaniques et des pépinières s'ouvrent pour cultiver les plantes médicinales (Burkina Faso, Kenya, Sénégal). Des centres de médecine traditionnelle animés par des guérisseurs se développent (Afrique du Sud, Burkina).

#### **Témoignage : Yvette Parès**

La D<sup>resse</sup> Yvette [Parès](#), française, directrice du Centre de recherches biologiques sur la lèpre à Dakar (Sénégal), a fondé en 1987 l'hôpital traditionnel de Keur Massar qui accueille des patients confrontés au Vih Sida. Après avoir suivi pendant 15 ans une formation avec un maître guérisseur pour devenir tradithérapeute, elle soutient que les traitements issus de la science africaine sont efficaces et peuvent être plus pertinents que la trithérapie. Elle milite pour la reconnaissance de la médecine traditionnelle trop souvent étouffée.

*La Médecine africaine, une efficacité étonnante, témoignage d'une pionnière*, Yvette Parès, éd. Yves [Michel](#), Barret-sur-Méouge, 2004.

A Porto Novo, une Maison des feuilles a été inaugurée au mois de décembre dernier. Ce centre hospitalier, géré sur 500 m<sup>2</sup> par une union des guérisseurs de la ville, traite les malades par les plantes. Il a également pour objectif de participer à la sauvegarde de l'environnement et de la biodiversité.

Ces questions sont tellement d'actualité sur le Continent noir que s'y est même constitué un Réseau des journalistes en médecine et pharmacopée traditionnelle ([Rejometra](#)) !

## Un exemple : la médecine traditionnelle au Congo

Les données suivantes sont extraites d'un [document](#) réalisé par le ministère de la santé et de la population du Congo Brazzaville en avril 2006 et publié par l'OMS.

*« Pour l'Africain, le concept originel de la nature inclut tout à la fois le monde matériel, l'environnement sociologique, vivant ou mort, ainsi que les forces métaphysiques de l'univers. Cette notion est fondamentale pour saisir la médecine traditionnelle africaine qui sous toutes ses formes, reflète un mode de vie, un mode de pensée ou de culture suivant la facette de la civilisation africaine. Aussi remettre en honneur cette médecine en la transférant du stade oral où elle se trouve actuellement confinée, au stade écrit contribuera à revaloriser l'identité de l'homme africain dans son être même : sa personnalité spécifique et sa culture originelle. »*

L'herbier national et le droguier de plantes médicinales tant au niveau du Centre national de la médecine traditionnelle (Cnmt) que du Centre d'études sur les ressources végétales (Cerve). En 2005, l'herbier du CNMT comptait 410 espèces végétales et 1200 échantillons et le jardin botanique 100 espèces végétales.

Le nombre de tradipraticiens (2084 en 2005 pour le Congo) dépasse celui des médecins. On estime que le ratio moyen des tradipraticiens, en Afrique, par rapport à la population est de 1/200, tandis que celui des médecins est de 1/25 000. Au Congo, la médecine traditionnelle est intégrée dans les centres de santé depuis 1980.

Sont considérés comme tradipraticiens de santé :

- Phytothérapeutes : soignent par les plantes ;
- Psychothérapeutes : soignent par des techniques basées sur le vécu social et les relations entre thérapeute et malade en utilisant ou non la puissance du verbe appelée incantation ;
- Ritualistes : font principalement appel aux rites religieux ou non pour soigner ;
- Chirkinésithérapeutes ; soignent avec des mains nues ou munies d'instruments, des massages ou des modifications sur le corps afin de donner ou rendre aux parties malades ou blessées leur fonction ;
- Phlébotanistes : pratiquent les techniques de saignées pour soigner ;
- Accoucheuses traditionnelles : reconnues comme compétentes pour prodiguer à une femme et à son nouveau né avant, pendant et après l'accouchement, des soins de santé basés sur les concepts prévalant dans la collectivité où elles vivent ;
- Herboristes : connaissent les usages et vendent les plantes ;
- Médico-droguistes : connaissent les usages et vendent les substances médicinales d'origine minérale ou animale.
- Rebouteurs : soignent les fractures, les entorses et les luxations.

- Le cabinet de soins traditionnels animé par un seul tradipraticien qui en est le responsable. Il offre des soins ambulatoires.
- Le centre thérapeutique de soins traditionnels dans lequel un ou plusieurs tradipraticiens interviennent avec possibilité de garder les patients en observation.
- Le village thérapeutique.
- Le Centre national de la médecine traditionnelle de Brazzaville est, en plus de ses fonctions administratives, une structure de soins. Il a en son sein un jardin botanique des plantes médicinales.

### **Les Chinois en pointe**

Le même mouvement d'intérêt pour les médecines ancestrales se dessine dans la plupart des grandes régions en développement. En Amérique latine, les peuples indigènes du Grand Chaco (Argentine, Bolivie, Paraguay) ont publié en 2006 un Proclamation appelant notamment la « *mise en place de programmes intégraux de santé ; avec des professionnels indigènes reconnus sur le terrain des différentes formes de médecine traditionnelle* ».

En Asie, les Chinois, qui disposent d'une médecine traditionnelle d'État, sont très actifs dans ce domaine, exportant même leur savoir-faire. Le projet du Centre de médecine traditionnelle et de soins intégré de Ouagadougou (Burkina), qui doit sortir de terre en 2009, est principalement soutenu financièrement par la République de Chine (Taïwan).

Son premier objectif est de permettre aux tradipraticiens autorisés d'exercer leur art dans des conditions réglementaires. Ils disposeront ainsi d'un cadre pour protéger la biodiversité, produire les plantes et commercialiser leurs produits. Le centre abritera également une documentation sur les pratiques de la médecine traditionnelle. Enfin, sur le modèle asiatique, il donnera le choix aux populations de se faire traiter par les deux systèmes de soins.

La médecine traditionnelle chinoise et la coopération internationale se sont même alliées pour élaborer un traitement contre le Sida, le [SH-Compound](#). Ce nouveau médicament a été développé par l'Institut de Botanique de Kunming. L'équipe dirigée par Shide Luo a sélectionné 5 plantes très actives parmi près de 1000 herbes médicinales anti-VIH. Ils en ont extrait le SH-Compound à partir des connaissances de la médecine traditionnelle chinoise. Le produit est exploité depuis mai 2003.

Malgré ces synergies, la tension entre les deux médecines existe aussi en Chine. Le 17 octobre dernier, rapporte l'agence Xinhua, le ministre chinois de la santé, Chen Zhu, par ailleurs hémato-logue formé à Paris, a appelé à respecter la médecine traditionnelle chinoise (MTC), dont la valeur scientifique est mise en doute par certains : « *Un scientifique prudent ne devrait*

*pas juger à la hâte la MTC s'il n'a pas compris sa signification, ses avantages et ses théories essentielles ».*

### **La médecine traditionnelle en débat en Chine**

M. Chen a fait ces remarques à propos du débat incessant concernant la valeur et l'efficacité des pratiques médicales de la MTC qui remonte à un millénaire et prend ses racines dans la culture chinoise. Bien avant la science médicale moderne, la médecine chinoise a développé des théories complexes sur le traitement des maladies. Mais au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, elle a décliné au profit de la médecine occidentale, et a même été officiellement interdite lorsque le Kuomintang était au pouvoir. Puis la République populaire l'a réhabilitée. Elle s'est ensuite développée parallèlement à la médecine occidentale. Près de 3000 hôpitaux en Chine assurent des soins de MTC à quelque 234 millions de patients chaque année.

Un débat national a surgi lorsqu'un professeur de l'Université du Centre-sud a lancé sur Internet qu'il ne fallait plus pratiquer la MTC dans les hôpitaux. Le ministre Chen a reconnu que cette discipline avait besoin de s'améliorer et de s'adapter à l'époque puisqu'elle est longtemps restée basée sur l'expérience et des arguments philosophiques. Mais il a rappelé que les différences culturelles faisaient que la MTC était très différente de la médecine occidentale : « *L'expérience et l'instinct sont les méthodes cognitives principales dans la culture orientale alors qu'en Occident on privilégie l'expérimentation et le raisonnement* ».



Musée de l'entreprise pharmaceutique Tong Ren Tang Group qui produit des médicaments issus de la médecine traditionnelle (photo Michel [Guerry](#)).

Malgré les différences, le ministre a indiqué que les deux théories médicales possèdent aussi des similitudes dans leurs

concepts de base : « *Si les concepts essentiels de la MTC pouvaient être davantage étudiés et développés, elle aurait un impact considérable sur le système médical moderne, la politique médicale, l'industrie pharmaceutique et même le secteur économique tout entier* ».

Les importations et exportations de la MTC en Chine se sont élevées à 855 millions de dollars durant les sept premiers mois de 2007, en hausse de 13,2% en base annuelle, selon les statistiques douanières. Environ deux tiers des médicaments ont été vendus en Asie. Les Etats-Unis et l'Allemagne sont les principaux clients hors Asie (respectivement 15% et 3% des exportations). Les produits chinois de MTC sont exportés vers environ 135 pays. En Malaisie, le gouvernement a adopté une politique nationale en faveur de la médecine traditionnelle et des médecines complémentaires et a mis en place un centre mondial d'information en faveur d'une médecine intégrée. Un département des médecines traditionnelles et complémentaires a été créé au ministère de la santé en 2004.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, un groupe de travail, créé en 2001, a constitué une banque de données sur les remèdes traditionnels à base de plantes. Plus de 6000 plantes médicinales ont ainsi été répertoriées. Une politique nationale sur l'usage de la médecine traditionnelle vient d'être approuvée. Le gouvernement vise l'intégration de la médecine traditionnelle et de la phytothérapie dans les soins de santé primaires. Il envisage l'élaboration de lois d'habilitation et a entrepris d'identifier les phytothérapeutes sûrs pour protéger les clients, notamment dans les zones rurales.

Au Vietnam, une stratégie nationale pour la médecine traditionnelle a été approuvée en 2001. Elle a permis de combiner médecine traditionnelle et médecine occidentale pour de nombreux aspects de la santé communautaire. Par exemple, la médecine traditionnelle est utilisée pour sevrer les toxicomanes et l'acupuncture, pour soulager la douleur.

### **Normaliser l'information et les pratiques**

A la conférence internationale d'Alma-Ata en URSS, organisée par l'OMS du 6 au 12 septembre 1978, la médecine traditionnelle fut reconnue comme l'une des composantes à part entière de la santé publique. La plupart de ces politiques s'intègrent dans le cadre d'un programme lancé en mai 2002 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : la première stratégie mondiale pour les médecines traditionnelles ou parallèles.

*« La médecine traditionnelle, qui avait été reconnue en 1978 comme l'une des composantes à part entière de la santé publique, devient de plus en plus populaire dans les pays industriels », observe l'OMS pour justifier son programme. « Et jusqu'à 80 % des gens y ont recours dans les pays du Sud dans le cadre des soins de santé primaires. »*

La stratégie régionale vise à promouvoir des bonnes pratiques de médecine traditionnelle que les États membres se sont engagés à *normaliser*. Les normes aident à améliorer la qualité, la sécurité, la fiabilité, l'interchangeabilité et le caractère économique des médecines traditionnelles. Des résultats ont d'ores et déjà été obtenus dans l'instauration d'une nomenclature des points d'acupuncture.

La *normalisation des informations* est un autre domaine important pour les pays partenaires de cette initiative. En mars 2007, l'OMS a organisé à Tokyo la deuxième consultation informelle sur la mise en place de la classification internationale de la médecine traditionnelle en Asie de l'Est. 17 experts ont cartographié le document de terminologie standard internationale et la classification internationale des maladies (CIM-10).

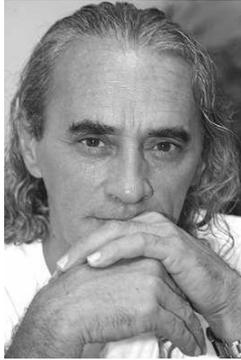
L'OMS prépare également des principes directeurs de *pratique clinique* dans les cas de 27 maladies prioritaires. Un Forum du Pacifique occidental sur l'harmonisation des médicaments à base de plantes, constitué des autorités de réglementation pharmaceutique de la région, s'est mis au travail.

L'OMS s'attache maintenant à mettre au point un *système type de classification du personnel de santé* compatible avec la Classification internationale type des professions (CITP), qui est un système international de classification établi par l'Organisation internationale du travail en 1987. L'objectif est d'y intégrer les guérisseurs et les tradipraticiens.

Enfin, l'OMS appuie l'élaboration et l'adoption du *cadre d'exercice de la médecine traditionnelle* et du *code de déontologie de la médecine traditionnelle*. Ces deux outils permettront d'une part l'identification de tradipraticiens qualifiés et, d'autre part, le suivi de leurs prestations, ce qui aurait pour conséquence de faciliter leur intégration.

### **Et la Polynésie française ?**

En 2005, l'anthropologue et écrivain polynésien Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun, aujourd'hui directeur du Musée de Tahiti et des Îles, avait publié, au nom de la Ligue indépendante des droits de l'homme Hui tiama, des [propositions](#) d'actions à mener au cours des 25 prochaines années. Il suggérait notamment la création d'un institut de recherches sur les médecines traditionnelles ; la légalisation des médecines traditionnelles ; la constitution de jardins des plantes médicinales (le Département des traditions du Centre polynésien des sciences humaines (CPSH) avait dénombré 152 plantes médicinales) et le lancement d'une convention internationale indigène des droits des guérisseurs, avec l'idée de mettre en annexe de la Déclaration des droits des peuples indigènes une Convention des droits des tradipraticiens.



Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun

*« Avec l'annexion de Tahiti et ses îles par la France le 29 juin 1880, note l'écrivain, les Polynésiens ont été progressivement acculés à renoncer à leur propre médecine. L'introduction du Code pénal français, puis du Code français de la Santé publique a placé tout exercice des médecines traditionnelles dans l'illégalité. Pourtant, malgré toutes ces mesures, les Polynésiens ont maintenu leurs savoirs traditionnels et les ont pratiqués de façon plus ou moins ouvertes. Aujourd'hui, les médecines traditionnelles sont largement acceptées par la population et de plus en plus par une partie du corps médical, des chercheurs et de la classe politique. Dans ces conditions, les lois françaises peuvent être considérées comme inadaptées et ne constituent plus que de simples alibis pour éviter au gouvernement polynésien une pleine reconnaissance des médecines traditionnelles polynésiennes. »*

### **Un accord franco-chinois**

Lentement, l'idée d'une coopération entre deux systèmes jusqu'ici opposés commence à faire son chemin. Le 1er mars 2007, un protocole de coopération en matière de médecine traditionnelle a été signé entre la France et la Chine par Philippe Douste-Blazy, alors ministre des affaires étrangères.



Un comité scientifique franco-chinois disposera de 10 millions d'euros sur cinq ans pour explorer les possibilités des quelques 150 000 plantes médicinales chinoises, dix fois plus qu'en

Europe, et autres thérapies chinoises qui ont déjà fait leurs preuves en Chine.

Au bout de cinq ans de recherche, *« nous espérons pouvoir introduire en France des traitements curatifs qui n'y existent pas. Nous pensons à des médicaments pour des maladies pathologiques, comme l'arthrose, l'ostéoporose, des syndromes métaboliques tel le diabète »*, a commenté Jean Deregnacourt, conseiller du Laboratoire Pierre Fabre, présent avec d'autres laboratoires pharmaceutiques, comme Ethypharm ou Servier, à la signature de l'accord.

L'enjeu de cette coopération, indique le Quotidien du peuple en ligne du 1<sup>er</sup> mars 2007, *« consiste à rendre utilisable la médecine traditionnelle chinoise en la faisant converger avec les principes scientifiques de la médecine occidentale, tout en conservant ce qui fait sa spécificité et sa richesse. Il s'agit notamment d'introduire des normes de qualité et de sécurité conforme aux standards pharmaceutiques modernes »*.

Cet accord s'ajoute à celui signé le mois précédent par Gilles de Robien, alors ministre de l'éducation et de la recherche, sur la formation des acupuncteurs français.

J-L M-L

<sup>1</sup> Prometa a désormais une antenne en France : présidente Claire Dufour-Jaillet, Aiguebonne, 30750 Lanejols, tél. : 04 67 82 71 15 ou 06 89 56 76 69, courriel : contact-prometra-fr@wanadoo.fr